

Du travail, de la nature et de la productivité

Jean-Marie Harribey

Blog Alternatives économiques, 21 décembre 2024

L'année 2024 se termine. Elle a été la plus chaude jamais enregistrée et le théâtre d'atrocités et de destructions sans nom en Ukraine, à Gaza, au Liban, au Soudan, au Burkina Faso, au Yémen, etc., la liste n'est hélas pas close. Cette année a été marquée par la prise du pouvoir ou la montée des partis d'extrême droite, en Amérique et en Europe. Et elle a vu aussi les représentations et les idéologies entourant ces événements exprimer sans retenue les intérêts des classes dominantes dans le monde¹. Au fur et à mesure que la crise du capitalisme global s'exacerbe, l'idéologie libertarienne gagne du terrain pour mener à leur point ultime les dérégulations collectives et l'atomisation des individus dans un marché souverain sans aucune entrave, la post-vérité étant devenue une arme de combat.

Mais le chamboulement des idées n'épargne pas aujourd'hui disons pour simplifier les pensées de gauche, celles qui s'incarnaient autrefois dans les conceptions du progrès, de l'humanisme, de l'émancipation, de l'égalité, de la révolution, etc. On ne peut ici examiner toutes ces questions à la fois, regardons seulement comment sont traitées, au sein même des médias les plus progressistes et proches des théoriciens hétérodoxes, le travail, la productivité, la nature et les relations entre ces trois thèmes, révélateurs de la crise profonde du capitalisme global². Au sein de ces médias authentiquement de gauche, au sein des socio-économistes hétérodoxes, ce n'est pas la post-vérité qui règne heureusement, c'est tout de même une sorte de demi-vérité, faite de raccourcis, de silences sur les controverses importantes, voire de quelques erreurs factuelles.

Premier exemple. L'hebdomadaire *Politis*, dans son numéro 1840 (12 décembre 2024) propose un entretien avec la philosophe Marine Calmet portant sur la nature qui devrait, selon elle, devenir sujet de droit. À juste titre, elle dénonce les dégâts environnementaux et la négation des droits des peuples autochtones dans la poursuite d'un colonialisme qui ne dit pas son nom. Et elle développe la thèse selon laquelle « le mouvement des droits de la nature offre une alternative au capitalisme ». Sans même rappeler ce qu'est le capitalisme, sans voir que le capitalisme exploite la force de travail conjointement avec la mise à sac de la nature. Elle accrédite la notion de « valeur intrinsèque de la nature », d'une part sans préciser s'il s'agit d'une valeur intrinsèque d'ordre économique ou d'ordre philosophique, et d'autre part en ignorant le caractère d'oxymore de l'idée de valeur intrinsèque, ainsi que l'avait magistralement indiqué le philosophe John Dewey dans une discussion portant sur un autre sujet, l'éducation, mais dans des termes qui peuvent s'appliquer ici car il n'y a pas de valeur sans relation :

« Il y a une ambiguïté dans l'usage des adjectifs "inhérent", "intrinsèque" et "immédiat", qui alimente une conclusion erronée. [...] L'erreur consiste à penser que ce qu'on qualifie ainsi est extérieur à toute relation et peut être, par conséquent, tenu pour absolu. [...] L'idée que ne pourrait être qualifié d'inhérent que ce qui est dénué de toute relation avec tout le reste n'est pas seulement

¹ Ce point est même reconnu par un intellectuel libéral à propos de la France : « [Depuis cinquante ans] le pays a connu des politiques publiques qui, au-delà de certaines nuances, servaient d'abord les intérêts des classes dirigeantes. » Gilles Richard, « François Bayrou a des atouts dans son jeu. », *Le Monde*, 18 décembre 2024.

² Voir mon texte précédent sur ce blog : « Derrière la crise politique, une convulsion capitaliste », 7 décembre 2024, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2024/12/07/derriere-la-crise-politique-une-convulsion-capitaliste>. <https://blogs.mediapart.fr/jmharribey/blog/091224/derriere-la-crise-politique-une-convulsion-capitaliste>

absurde : elle est contredite par la théorie même qui relie la valeur des objets pris comme fins au désir et à l'intérêt. Cette théorie conçoit en effet expressément la valeur de l'objet-fin comme relationnelle, de sorte que, si ce qui est inhérent c'est ce qui est non relationnel, il n'existe, si l'on suit ce raisonnement, strictement aucune valeur intrinsèque. [...] À strictement parler, l'expression "valeur intrinsèque" comporte une contradiction dans les termes. »³

« Le droit de la terre à disposer d'elle-même » revendiqué par Marine Calmet participe d'une anthropomorphisation de la nature, au sujet de laquelle *Politis* ne s'interroge pas. S'il est justifié de renoncer à une vision selon laquelle il y aurait d'un côté les sociétés humaines et de l'autre la nature, totalement séparées parce que les unes seraient socialement construites et pas l'autre, on peut cependant reconnaître une relative autonomie des premières par rapport à la seconde. Sinon, il n'y aurait pas de « sujet » humain, tout serait nature, et nous nous heurterions à une contradiction niant la condition humaine elle-même.

Si l'on s'exprime en termes classiques, l'impératif de type kantien serait de préserver les conditions de la vie sur la Terre, et le devoir de protéger le vivant est de la responsabilité exclusive des humains. Ériger la nature en sujet de droit postule au contraire une symétrie de droits entre les humains et les non-humains, c'est-à-dire une même ontologie des uns et des autres et les mêmes préceptes normatifs. Une discussion complexe que la traduction militante, partant d'une bonne intention, ignore complètement. Or, la relation entre devoir et droit est un thème bien ancien. Voici ce qu'en disait la philosophe de l'entre-deux-guerres Simone Weil :

« La notion d'obligation prime celle de droit, qui lui est subordonnée et relative. Un droit n'est pas efficace par lui-même, mais seulement par l'obligation à laquelle il correspond ; l'accomplissement effectif d'un droit provient non pas de celui qui le possède, mais des autres hommes qui se reconnaissent obligés à quelque chose envers lui. L'obligation est efficace dès qu'elle est reconnue. Une obligation ne serait-elle reconnue par personne, elle ne perd en rien de la plénitude de son être. Un droit qui n'est reconnu par personne n'est pas grand-chose.

Cela n'a pas de sens de dire que les hommes ont, d'une part des droits, d'autre part des devoirs. Ces mots n'expriment que des différences de point de vue. Leur relation est celle de l'objet et du sujet. Un homme considéré en lui-même, a seulement de devoirs, parmi lesquels se trouvent certains devoirs en lui-même. Les autres, considérés de son point de vue, ont seulement des droits. Il a des devoirs à son tour quand il est considéré du point de vue des autres, qui se reconnaissent des obligations envers lui. Un homme qui serait seul dans l'univers n'aurait aucun droit, mais il aurait des obligations. »⁴

L'asymétrie entre devoir et droit permet de réexaminer le « contrat naturel » proposé par Michel Serres⁵ car il s'agirait non d'un contrat entre les humains et la nature mais entre les humains eux-mêmes sur la nature.

Plus généralement, la question du rapport des humains à ce qu'on nomme faute de mieux la nature, en dépit de la prévention de Philippe Descola à l'égard de ce concept⁶, ne peut être traitée de façon aussi univoque que celle de *Poliits*, alors que les anthropologues et les philosophes sont partagés à ce sujet⁷.

³ John Dewey, *La formation des valeurs (Théorie de la valuation)*, 1981, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2011 p. 108-110. Pour des compléments, voir J.-M. Harribey, *En quête de valeur(s)*, Paris, Éd. du Croquant, 2024.

⁴ Simone Weil, *L'enracinement, Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Paris, Gallimard, 1949, p. 9-10, ou p.5-6, https://www.google.fr/books/edition/L_enracinement/mSLiCgAAQBAJ?hl=fr&gbpv=1&printsec=frontcover.

⁵ Michel Serres, *Le contrat naturel*, Paris, F. Bourin, 1990.

⁶ Philippe Descola, « La nature, ça n'existe pas », *Reporterre*, Propos recueillis par Hervé Kempf, 1^{er} février 2020, <https://reporterre.net/Philippe-Descola-La-nature-ca-n-existe-pas> ; voir aussi du même auteur *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005

⁷ Voir le dossier « Vers la fin de la séparation société/nature ?, *Les Possibles*, n° 26, Hiver 2020-2021, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-26-hiver-2020-2021> ; ainsi que le dossier « Au croisement des différents rapports d'exploitation et de domination », *Les Possibles*, n° 32, Été 2022, <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-32-ete-2022> ; Catherine Bloch-London, Christiane

Deuxième exemple. Toujours *Politis*, dans son numéro 1841 (19 décembre 2024), propose un entretien avec Sandrine Rousseau, avec photo suggestive de sa problématique en une : « La paresse est subversive ». Dans quel monde vit Sandrine Rousseau ? Non pas que l'éloge de la réduction du temps de travail soit à regretter, bien au contraire, je pense même que c'est l'un des pivots de l'articulation entre le social et l'écologie. Mais, d'une part le discours de Sandrine Rousseau est hors sol, hors du temps actuel, hors du temps à venir, qui passe à côté de la réalité de la déshérence de nombre de secteurs où les travailleurs se battent pour conserver leur emploi, et qui ignore totalement ce qu'est le travail dans son ambivalence, à la fois aliéné par sa soumission aux objectifs du capital mais aussi constructeur de lien social entre les travailleurs. Pire, la posture de Sandrine Rousseau revient à nier aux travailleurs la possibilité qui existe depuis l'aube du mouvement ouvrier de toujours donner un sens à ce qu'ils font de leurs mains et de leur tête.

Il est facile depuis sa chaise longue de prôner la paresse à ceux qui triment tous les jours. Sandrine Rousseau, un peu à la manière de l'avocate Sarah Saldmann dans le film « Au boulot ! » de François Ruffin et de Gilles Perret, soit est une pure idéologue hors du réel, soit ne sait pas de quoi elle parle. Et il est encore plus facile de brocarder la gauche traditionnelle pour avoir cru au productivisme, mais en en proposant la figure inversée, la négation du travail dans toutes ses dimensions, aussi bien en tant que créateur de valeur que constituant la production de soi-même.

Le travail est le grand impensé d'une frange des écologistes, heureusement de plus en plus réduite, qui ne comprend pas que l'exploitation de la nature et celle de la force de travail sont les deux faces indissociables du capitalisme car l'une ne peut aller sans l'autre. Sans l'exploitation de la force de travail, celle de la nature ne peut être mise en œuvre ; sans l'exploitation de la nature, celle de la force de travail n'a pas de base matérielle.

Sans doute y a-t-il un lien entre la récusation de toute différence entre société et nature, l'idée d'ériger la nature en sujet de droit et l'impensé d'une partie de la gauche intellectuelle concernant le travail humain (travail humain, pardon pour le pléonasme). Il s'agit de l'élargissement du concept de travail à toutes les créatures vivantes, dont les animaux, et à tous les milieux où vivent justement les vivants : fleuves, océans, montagnes, forêts... Cette tendance se rencontre jusque chez certains penseurs écomarxistes comme Jason W. Moore⁸ ou Paul Guillibert⁹. Elle a pour conséquences d'entraîner de solides controverses entre

Marty, Christine Mead, Josette Trat, Marielle Topelet, « [Pour un féminisme intersectionnel et universaliste](https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/250921/pour-un-feminisme-intersectionnel-et-universaliste) », 25 septembre 2021, <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/250921/pour-un-feminisme-intersectionnel-et-universaliste> ; Catherine Bloch-London, Christiane Marty, Josette Trat, « [Dépasser le clivage entre féminisme intersectionnel et féminisme universaliste](https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/250921/pour-un-feminisme-intersectionnel-et-universaliste) », *Les Possibles*, n° 32, Été 2022, file:///Users/admin%201/Desktop/lespossibles_3246_8328.pdf ;

Pour des compléments sur le rapport société/nature, voir Jean-Marie Harribey, *En finir avec le capitlovirus, L'alternative est possible*, Paris, Dunod, 2021, chapitre 4 ; « [L'invisibilisation des classes populaires](https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/invisibilisation-classes-populaires.pdf) », *Les Possibles*, n° 38, Hiver 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/invisibilisation-classes-populaires.pdf> ; « [Du travail et de l'exploitation, À propos du livre d'Emmanuel Renault](https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/travail-exploitation.pdf) », *Les Possibles*, n° 39, Printemps 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/travail-exploitation.pdf>.

⁸ Jason W. Moore, *L'écologie-monde du capitalisme, Comprendre et combattre la crise environnementale* (Paris, Éditions Amsterdam, 2024, traduction de Nicolas Vieillescazes, préface de Paul Guillibert). Voir recension dans Jean-Marie Harribey, « [Le capitalocène de Jason W. Moore : un concept \(trop\) global ?](https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/ecologie-monde-moore.pdf) », *Contretemps*, 4 octobre 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/ecologie-monde-moore.pdf>.

⁹ Paul Guillibert, *Exploiter les vivants, Une écologie politique du travail*, Éd. Amsterdam, 2023. Voir ma recension sur ce blog, « [Sur le livre Exploiter les vivants de Paul Guillibert](https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2023/12/15/sur-le-livre-exploiter-les-vivants-de-paul-guillibert) », *Les Possibles*, n° 38, 15 décembre 2023, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2023/12/15/sur-le-livre-exploiter-les-vivants-de-paul-guillibert>. <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/exploiter-les-vivants.pdf>.

écologistes et entre écomarxistes au sujet du capitalocène¹⁰ dont la mise au jour permettrait peut-être d'élargir le champ des problématiques de transition sociale et écologique.

Troisième exemple. Dans le mensuel *Alternatives économiques* (n° 454, janvier 2025, reprenant la newsletter quotidienne du 20 décembre 2024, <https://www.alternatives-economiques.fr/florence-jany-catrice-ne-faut-plus-reflechir-termes-de-quete-de/00113502>), Florence Jany-Catrice donne un entretien (avec Christian Chavagneux) intitulé « Il ne faut plus réfléchir en termes de quête de gains de productivité ». Je dis de suite mon parfait accord avec la problématique à construire pour l'avenir : qualité de la production, sortie du productivisme et de la croissance économique, partir des besoins, investissements hors du critère de rentabilité financière, etc. Mais les soubassements théoriques et méthodologiques mobilisés par Florence Jany-Catrice sont contestables. Prenons-les dans l'ordre de son entretien.

Elle affirme : « Chez Adam Smith et Karl Marx, de même [comme chez les physiocrates], les services sont considérés comme improductifs. » Le propos est tellement raccourci qu'il en est à moitié vrai pour Smith et totalement faux pour Marx. Smith précisait que les services rendus par les domestiques aux bourgeois qui les employaient ne représentaient pas une valeur susceptible d'accroître le capital des bourgeois, ce en quoi il n'avait pas tort. De plus, il faut accorder à Smith que les services au sens moderne n'existaient pratiquement pas à son époque et que son attention était donc centrée sur l'activité capitaliste industrielle naissante. À l'époque de Marx, le contexte économique était celui du capitalisme en phase d'essor, mais, et c'est là la première erreur factuelle de Florence Jany-Catrice, Marx considérait que le travail de transport de marchandises était productif de valeur parce que, dans le modèle théorique pur du *Capital*, le travail productif est celui qui produit de la valeur agrandissant le capital, une fois que la marchandise produite par la force de travail a été socialement validée par sa vente. Ce qui signifie que Florence Jany-Catrice doit prendre acte de qu'elle dit elle-même et qui est parfaitement justifié : « Le caractère productif ou non d'une activité est donc historiquement situé et des dépend des intérêts des différents acteurs ! » Du pur Smith, et de l'encore plus pur Marx !¹¹

Passons du côté théorique à celui de la méthodologie. Florence Jany-Catrice nous dit, en se référant à André Vincent, un statisticien des années 1940-1950 : « comme la mesure du volume de production des services publics se fait à partir de la quantité de travail nécessaire pour les produire, la mesure de la productivité revient à diviser la quantité de travail... par la quantité de travail ! Par construction comptable, il n'y a donc pas de productivité dans les services publics, et cela reste vrai aujourd'hui. À partir d'une telle définition, il n'est pas surprenant que, dans une économie dans laquelle les services jouent un rôle de plus en plus important, on observe un ralentissement des gains de productivité. »

Je suis désolé, Florence, mais ton raisonnement est inexact même si la conclusion est exacte. Reprenons. Au numérateur de tout calcul de productivité, il y a un volume produit qui, dans la production marchande, si elle est évaluée en valeur nette, correspond aux salaires + les profits. Et dans la production non marchande ? Aux salaires seuls puisqu'il n'y a pas de profits. Donc aucune différence de méthode puisque dans un cas les profits sont positifs, dans

¹⁰Voir Jean-Marie Harribey, « [Pourquoi le concept de capitalocène est-il l'objet de controverses théoriques et épistémologiques](#) », Journées d'études d'Espaces Marx Aquitaine Bordeaux Gironde, 3 au 7 décembre 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/controverses-capitalocene.pdf>.

¹¹ Le seul reproche qu'on peut faire à Smith et à des générations entières de marxistes, peu attentifs à Marx lui-même, est de ne pas avoir vu que ce n'est pas la matérialité du produit qui détermine le caractère productif du travail, mais c'est la validation sociale qui résulte de la vente sur le marché ou bien de la validation socio-politique des services non marchands tels que l'école ou la santé. Voir Jean-Marie Harribey, « [Dans les services monétaires non marchands, le travail est productif de valeur](#) », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 15, 2019, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/travail-productif-nrt.pdf>.

l'autre ils sont nuls. Et, surtout, jamais la productivité n'est obtenue en divisant une quantité de travail par une quantité de travail (ce qui, au passage, donnerait un quotient égal à 1 et non pas 0) car, au numérateur ne figure pas une quantité d'heures de travail mais une somme monétaire de salaires¹².

De la méthode on peut ensuite regarder ce qu'il se passe dans la réalité. La productivité du travail baisse-t-elle ou bien est-ce seulement sa progression qui baisse ? Florence Jany-Catrice tantôt affirme qu'il y a baisse, sous-entendu absolue, tantôt qu'il y a fléchissement de sa progression. À sa décharge, on peut admettre que la première expression est un raccourci de la seconde pour le dire plus vite, mais la rigueur impose, même pour le grand public et surtout pour lui, de ne pas confondre les deux choses¹³. Sur le long terme, la productivité du travail ne baisse pas, c'est seulement sa croissance qui diminue depuis cinquante ans pour atteindre presque zéro. À un détail près, depuis la crise sanitaire du covid, la productivité du travail elle-même baisse de façon absolue dans certains pays, dont la France. Et personne n'est en mesure (au sens plein de ce terme) aujourd'hui de prévoir l'avenir. Mais le plus vraisemblable, et en cela Florence Jany-Catrice a raison, est qu'il ne faut pas parier sur sa relance forte. Et c'est sans aucun doute mieux ainsi.

Cela dit, le fait de partir des vrais besoins pour définir démocratiquement les objectifs de production de qualité, ce en quoi nous sommes bien d'accord¹⁴, n'enlèvera pas la nécessité, l'obligation, d'économiser les ressources et les forces de travail. Or l'« économie », au sens où l'on « économise » a le même sens que l'amélioration de la productivité si la production est de qualité. Et c'est ici qu'une précision un peu technique est indispensable : s'il faut, comme le dit à juste titre Florence Jany-Catrice, « désintensifier le travail dans certains secteurs et passer plus de temps à produire des biens essentiels », cela provoquera une baisse de la productivité par tête mais peut-être pas de la productivité horaire si, dans le même temps, la durée individuelle du travail diminue. Donc, Florence Jany-Catrice aurait dû distinguer la hausse du volume global de travail et la variation du volume de travail individuel qui, sauf dans la problématique néolibérale, ne vont pas nécessairement dans le même sens.

Au sein de l'archipel hétérodoxe en économie, il faut lire aussi l'article de Marc Fleurbaey, « Par-delà le PIB et le profit » dans *Le Monde* (22 et 23 décembre 2024). Il écrit : « Un paradigme alternatif existe et mérite d'être promu face à l'ancien. Et il peut s'appuyer sur des bases solides dans la théorie économique, contrairement au paradigme PIB-profit. Il s'agit de poursuivre le "*bien-être social*" au niveau macroéconomique et la "*valeur pour les parties prenantes*" au niveau des entreprises (en y incluant les externalités). [...] Le concept-clé de ce nouveau paradigme est celui de "*revenu équivalent*" qui consiste à corriger la mesure ordinaire du revenu ou de la richesse par les externalités générées par les activités et par les aspects non marchands de la qualité de la vie. » Tout cela est excellent d'un point de vue normatif mais impossible dans la pratique car cela suppose la commensurabilité d'éléments d'ordre quantitatif, donc réductibles à une mesure monétaire, et d'éléments qualitatifs qui le

¹² Florence Jany-Catrice reprend un raisonnement qu'elle avait déjà développé dans *La performance totale: nouvel esprit du capitalisme ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012. J'avais examiné son raisonnement dans *La richesse, la valeur et l'ineffable*, Paris, LLL, 2013, chapitre 8, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux.ouvrages/livre-richeesse-entier.pdf>.

¹³ Xavier Ragot utilise lui aussi le même raccourci trompeur dans « [La trajectoire de la dette publique est inquiétante](#) », Entretien avec Christian Chavagneux dans la newsletter du 14 décembre 2024, <https://www.alternatives-economiques.fr/xavier-ragot-trajectoire-de-dette-publique-inquietante/00113454> et dans *Alternatives économiques*, n° 454, janvier 2025.

¹⁴ Les Économistes atterrés, qualifiés naguère « [d'idiots utiles](#) » du système par Florence Jany-Catrice (*Alternatives économiques*, janvier 2023, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2022/12/31/je-suis-un-idiot-utile>), ont publié *De quoi avons-nous vraiment besoin ?*, Paris, LLL, 2021, dont je sais des choses puisque j'en ai assuré la finalisation de la rédaction.

ne sont pas. « La » théorie économique invoquée par Marc Fleurbaey semble ne pas s'éloigner de la proposition déjà ancienne du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi d'indicateur « épargne nette ajustée », repris récemment par l'Insee avec le « revenu net ajusté »¹⁵.

Le gros point de discussion aujourd'hui avec les économistes appelés institutionnalistes est de savoir s'il est possible d'intégrer des outils d'analyse néoclassiques au sein d'une problématique normative hétérodoxe¹⁶. Je ne le pense pas, mais c'est ce type de débat qu'il faudrait être capable de mener pour armer théoriquement les projets d'émancipation et de transition socio-écologique.

Ouf ! À trois jours de la fin de l'année, c'est chaud...

¹⁵ Voir Jean-Marie Harribey, « [Le climat et les indicateurs macroéconomiques](https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/indicateurs-ajustes.pdf) », Note pour les Économistes atterrés, novembre 2024, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/indicateurs-ajustes.pdf>.

¹⁶ Voir ma recension critique du *Grand manuel d'économie politique* de l'AFEP (Dunod, 2023) : « [Est-ce bien la rentrée des classes \(2\) ?](https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2023/09/30/est-ce-bien-la-rentree-des-classes-2) », 30 septembre 2023, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2023/09/30/est-ce-bien-la-rentree-des-classes-2>.